

le dossier

MARC LAZAR

Directeur du Centre d'Histoire de Sciences-Po (Paris)
et Président de la School of Government de la Luiss (Rome).

UNE CRISE QUI N'EN FINIT PAS

C'est un lieu commun décliné actuellement sur tous les tons, dans des ouvrages scientifiques, par les médias et des responsables politiques qui lui sont hostiles : la social-démocratie est non seulement en crise, mais elle serait agonisante, voire même déjà morte¹.

Ce diagnostic n'est en rien original. Durant les années Trente du XX^e siècle, la social-démocratie traversait une phase complexe. Elle était défiée, dans certains pays, par les partis communistes, elle sombrait sous les coups du fascisme, en Italie, du nazisme, en Allemagne, puis, en Autriche, elle perdait avec le reste des républicains la guerre civile, en Espagne, cependant que ses expériences gouvernementales, en France, avec le Front populaire se soldaient par des résultats mitigés et, en Grande-Bretagne, par un échec. Seule la Suède commençait une expérimentation de politiques sociales qui allait avoir un impact durable dans ce pays et auprès d'autres partis sociaux-

démocrates. La social-démocratie était alors confrontée à deux défis principaux, celui de la crise du capitalisme et celui de la montée en puissance des mouvements et régimes autoritaires et totalitaires. Deux défis qui suscitaient de vifs

Dans les années 1960, alors qu'elle connaissait dans l'ensemble une phase d'expansion, la social-démocratie fut secouée par une vague de contestations, en particulier dans la jeunesse, qui se répercuta dans ses propres rangs ou qui se traduisit par l'émergence de divers mouvements de « nouvelle gauche » et d'extrême gauche.

1. Un seul exemple récent : A Lavelle, *The Death of Social Democracy. Political Consequences in the 21st Century*, Aldershot, Ashgate, 2008.



débats autour, par exemple, des propositions planistes et, dans une moindre mesure, des thèses austro-marxistes d'Otto Bauer. Dans les années 1960, alors qu'elle connaissait dans l'ensemble une phase d'expansion, la social-démocratie fut secouée par une vague de contestations, en particulier dans la jeunesse, qui se répercuta dans ses propres rangs ou qui se traduisit par l'émergence de divers mouvements de « nouvelle gauche » et d'extrême gauche. Enfin, depuis le milieu des années 1970 et le début des années 1980, et plus encore dans la décennie suivante, la social-démocratie connaît une crise profonde et durable qui se poursuit, voire s'amplifie, de nos jours. Elle provoque une pléthore d'essais journalistiques, d'ouvrages de politistes, de sociologues ou d'historiens, de colloques et de journées d'études qui s'interrogent sur l'état de la social-démocratie et, plus largement, qui abordent une question cruciale bien résumée par le titre provocateur donné à un article mémorable du philosophe Steven Lukes paru dans le *Times Literary Supplement* du 27 mars 1992 : « What's left of the left ? ».

L'ÉTAT DE LA SOCIAL-DÉMOCRATIE OUEST-EUROPÉENNE

On se contentera de s'intéresser à la situation de la social-démocratie, en Europe de l'Ouest, celle de l'Europe de l'Est étant très spécifique comme l'ont montré Jean-Michel de Waele, Fabien Escalona et Mathieu Vieira². Une observation préliminaire s'impose. Tout au long de son histoire, la social-démocratie, ce vieux courant politique affichant des traits communs et de grandes différences, a été caractérisée par sa capacité

La social-démocratie sait, par expérience, qu'elle alterne des phases d'expansion et de retrait. Tout le problème, de nos jours, est de savoir si sa plasticité fonctionne encore. Ou mieux, si elle a toujours des possibilités de se déployer.

d'adaptation face aux transformations de la politique, de l'économie, des sociétés et des cultures des pays dans lesquels elle était implantée³. Ce fut sa grande force par rapport aux communistes ouest-européens, dont les plus puissants partis, l'italien, le français, l'espagnol, le portu-

2. *The Palgrave Handbook of Social Democracy in European Union*, edited by J.-M. de Waele, F. Escalona, M. Vieira, Basingstoke-New York, Palgrave-Macmillan, 2013.

3. D. Sassoon, *One Hundred Years of Socialism. The West European Left in the Twentieth Century*, London, I.B. Tauris, 1996.

gais, le grec, le finlandais, s'effondrèrent, du fait qu'ils furent d'abord incapables de répondre aux profondes mutations des années 80 et, ensuite, touchés par la chute des régimes communistes. La social-démocratie sait, par expérience, qu'elle alterne des phases d'expansion et de retrait. Tout le problème, de nos jours, est de savoir si sa plasticité fonctionne encore. Ou mieux, si elle a toujours des possibilités de se déployer.

Il est certain que, présentement, la social-démocratie, soit l'ensemble des partis socialistes et sociaux-démocrates, pour reprendre une distinction classique entre les partis de l'Europe du Sud - en y intégrant la France - et ceux de l'Europe du Nord, regroupés dans le Parti socialiste européen - incluant donc aussi le Parti démocrate italien -, connaît un repli. Ses résultats électoraux sont en baisse. Dans une récente et excellente étude portant sur la période allant de 1945 à 2014, Pierre Martin a démontré que, dans quinze pays d'Europe occidentale où des élections régulières ont eu lieu, l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, le Danemark, la Finlande, la France, la

Grande-Bretagne, l'Irlande, l'Islande, l'Italie, le Luxembourg, la Norvège, les Pays-Bas, la Suède et la Suisse, les partis sociaux-démocrates obtiennent une moyenne de 23,8 % des suffrages, entre 2011 et 2014 - le calcul repose sur des séquences de cinq ans -, soit leur plus faible pourcentage, depuis les années 1945-1950 - les pourcentages les plus élevés, plus de 30 %, ayant été atteints entre 1951 et 1970, cependant qu'entre 1981 et 1985, la moyenne était de 29,9. Les principaux partis sociaux-démocrates reculent de manière sensible dans la première décennie du XXI^e siècle (2001-2010), par rapport à la décennie 1961-1970 : - 7,5 points en Allemagne, - 11,2 en Autriche, - 7,1 en Belgique, - 11,3 au Danemark, - 10,1 en Grande-Bretagne, - 11 au Luxembourg, - 14,6 en Norvège, - 12,3 en Suède, soit une moyenne de - 10,6 points dans ces huit pays. Ce même chercheur remarque, d'ailleurs, que les partis de gouvernement de droite sont aussi victimes d'une érosion électorale : ainsi, les partis de gauche sont associés à « l'establishment » ou à « la caste », vilipendés quotidiennement par les populistes⁴. Le cas le plus extrême est

4. P. Martin, « Le déclin des partis de gouvernement », *Commentaire*, n° 143, automne 2013, p. 542-554 et « Le déclin électoral des partis de gouvernement et le rapport des citoyens à la politique », *Les débats de l'ITS, La crise de la démocratie*, Paris, Bruno Leprince, 2015, pp. 3-25.



représenté par le PASOK : alors qu'il avait obtenu 43,9 % des suffrages, en 2009, il tombe à 4,6 %, en janvier 2015, remontant un peu en septembre de la même année (6,3 %). Par ailleurs, les partis sociaux-démocrates connaissent un déclin général, et parfois spectaculaire, du nombre de leurs adhérents. Un exemple édifiant est celui du plus important et

Partout s'enregistre un affaïssissement du rayonnement culturel et intellectuel des partis sociaux-démocrates qui sont fréquemment sur la défensive sur le terrain des idées, alors même que dans toute l'Europe fleurissent à gauche une série de think tanks stimulants et innovants.

influent d'entre eux, le SPD, qui, entre 1976 et 2013, a vu fondre ses effectifs de plus de 46 %, puisqu'ils sont passés de 1 022 091 à 473 662. En outre, les membres de ces partis sont généralement âgés, retraités, et quand ils sont actifs, travaillent avant tout dans le secteur public, au sens large du mot. Enfin, partout s'enregistre un affaïssissement du rayonnement culturel et intellectuel des partis sociaux-démocrates qui sont fréquem-

ment sur la défensive sur le terrain des idées, alors même que dans toute l'Europe fleurissent à gauche une série de *think tanks* stimulants et innovants.

CAUSES ET ASPECTS DE LA CRISE SOCIALE-DÉMOCRATE

En fait, c'est tout l'environnement de la social-démocratie qui a été modifié de façon substantielle. La transformation fondamentale du capitalisme, la globalisation, l'affaïssissement du monde ouvrier classique lié au modèle fordiste, le processus d'individualisation, les évolutions de l'organisation du travail, le creusement des inégalités de toute nature - sociales, de genre, générationnelles, territoriales, entre nationaux et immigrés étrangers -, l'offensive néo-libérale, les orientations données à la construction européenne, le contexte international, la désaffection à l'égard des institutions et des partis, le rejet de la classe dirigeante, la montée des populismes ou encore l'essor prodigieux des nouvelles technologies sont autant de facteurs qui participent d'un basculement quasi anthropologique déstabilisant la social-démocratie, et d'ailleurs, pas seulement elle. De ce fait, la crise de la social-démocratie, amorcée il y a trente ou quarante ans,

selon des chronologies variables d'un pays à l'autre, présente de multiples facettes qui se déclinent différemment selon les partis et dont nombre d'entre-elles s'avèrent inédites, par rapport aux crises précédentes. Crise de l'Etat-providence fondé, jusqu'alors, sur des bases nationales et qui constituait, depuis l'après-Deuxième Guerre mondiale, la ressource politique fondamentale de la social-démocratie : or, comment continuer une politique sociale dont les coûts sont devenus prohibitifs, dans un contexte de ralentissement de la croissance, de stagnation ou de dépression obligeant à réduire la dépense publique ? Crise de l'action publique : comment élaborer les décisions, décider, agir, avec quels instruments et quels acteurs, alors que l'Etat est en perpétuelle recomposition ?⁵ Crise de la stratégie politique : s'unir avec les formations plus à gauche empêche de s'adresser aux électeurs modérés, notamment sur le sujet hyper-sensible de la fiscalité, mais faire alliance avec les partis centristes déçoit une partie des clientèles traditionnelles de gauche : comment résoudre ce dilemme ? Crise du projet et de l'identité : que signifie,

exactement, le socialisme, aujourd'hui, ou tout simplement la gauche dans le cadre de l'Europe où les contraintes, notamment, en matière économique, semblent l'emporter sur les opportunités qu'elle offre, tandis que s'expriment de

Crise sociologique, car, là encore, avec des variations d'un pays à l'autre, les partis sociaux-démocrates, désireux de s'adresser à des nouveaux électeurs, ont perdu le soutien des catégories populaires et, notamment, d'un monde ouvrier, qui n'a pas disparu, mais a profondément changé.

nouvelles exigences de protection sociale, d'ordre public, par rapport à la délinquance et à la criminalité, culturelle, du fait des migrations, ou encore environnementales, et que se formulent sans cesse des nouvelles demandes d'extension des droits civiques ? Crise sociologique, car, là encore, avec des variations d'un pays à l'autre, les partis sociaux-démocrates, désireux de s'adresser à des nouveaux électeurs, ont perdu le soutien des catégories populaires et, notamment, d'un

5. P. Le Galès, N. Vezinat (dir.), *L'Etat recomposé*, Paris, PUF, 2014.



monde ouvrier, qui n'a pas disparu, mais a profondément changé : quelle offre politique formuler pour pouvoir s'adresser aux uns et aux autres, alors que leurs intérêts et leurs attentes sont parfois totalement opposés ?⁶ Crise organisationnelle : quelles structures faut-il forger, alors que

Ce que l'on a appelé la Troisième voie, une expression qui recouvre un ensemble différencié de pratiques politiques, de déclarations de responsables, Tony Blair et Gerhard Schröder, en premier lieu, et de réflexions théoriques dont les plus célèbres furent celles d'Anthony Giddens, a représenté un moment important pour la gauche réformatrice, y compris dans une perspective historique.

les partis paraissent obsolètes, rejetés et délégitimés - une grande nouveauté, par rapport aux années 60 où nombre d'Européens s'éloignaient des partis mais continuaient de voter pour eux et ne contestaient guère leur légitimité - car devenus souvent des machines bureau-

cratiques repliées sur elles-mêmes, insérées dans l'appareil d'Etat, faisant partie du « système », composées de personnes désireuses avant tout d'y faire carrière ? Crise, enfin, du leadership : quel leader pour la gauche, à l'heure où la politique moderne a pris, entre autre, la forme d'une démocratie du public, où, précisément, le rôle de la personne devient prépondérant, et même décisif, et où, dans l'opinion, on enregistre un mouvement contradictoire, d'un côté, d'horizontalité et, de l'autre, de quête d'autorité - qui ne signifie pas d'autoritarisme ?

Les partis sociaux-démocrates ne sont pas restés inactifs face à tous ces défis. Ce que l'on a appelé la Troisième voie, une expression qui recouvre un ensemble différencié de pratiques politiques, de déclarations de responsables, Tony Blair et Gerhard Schröder, en premier lieu, et de réflexions théoriques dont les plus célèbres furent celles d'Anthony Giddens, a représenté un moment important pour la gauche réformatrice, y compris dans une perspective historique. Il s'agissait de prendre en compte les métamorphoses du capitalisme - notamment, sa dimen-

6. Line Rennwald, *Partis socialistes et classe ouvrière. Ruptures et continuités du lien électoral en Suisse, en Autriche, en Allemagne, en Grande-Bretagne et en France (1970-2008)*, Neuchâtel, Editions Alphil-Presses universitaires suisses, 2015.

sion de société de la connaissance - et de la société, en tentant d'en saisir les potentialités qu'elles engendraient, plutôt que d'insister sur leurs effets délétères et périlleux. Il fallait satisfaire les attentes antagoniques des électeurs tiraillés entre un processus accéléré d'individualisation et des aspirations maintenues à la justice sociale, ou encore oscillant entre les sentiments de peur face à l'insécurité dans leur vie quotidienne et de crispation devant l'afflux d'immigrés et, pour d'autres, des comportements libertaires et tolérants sur des questions épineuses de société comme, par exemple, la reconnaissance juridique de couples du même sexe ou les sujets de bioéthique, etc. Avec des variantes selon les pays, la gauche en est venue à assimiler une part du libéralisme, à reconnaître pleinement l'économie de marché, au point, parfois, d'en célébrer les vertus, et, en tout cas, à renoncer définitivement à se présenter comme une alternative au capitalisme, à faire l'éloge de la mondialisation et de la construction européenne, à privatiser largement, à attirer les investissements étrangers, à diminuer les impôts, à moderniser l'appareil d'Etat, à assouplir le marché du travail, à en appeler à l'esprit de responsabilité individuelle ou, selon

les pays, à des formes de communautarisme, à substituer à l'égalité des conditions à l'égalité des chances, à fustiger les politiques classiques d'assistance sociale ou de santé, à affirmer la nécessité du respect de l'ordre et de l'autorité, et à réprimer sévèrement la délinquance. Dans le même temps, toujours guidés par leurs idéaux d'égalité et de justice sociale, les adeptes de la Troisième voie rappelaient la nécessité de réguler le marché, négociaient avec les partenaires sociaux, même si un net découplage idéologique et sociologique entre les partis sociaux-démocrates et les syndicats se réalisait, investissaient dans l'éducation, la recherche et le développement, cherchaient à assurer de la redistribution sociale, s'efforçaient de réduire les inégalités, intégraient les préoccupations de l'environnement, promouvaient, dans certains pays, des réformes de libéralisation des mœurs, instauraient la parité entre hommes et femmes et s'évertuaient, le plus souvent en vain, de s'adresser aux précaires et aux exclus. Par ailleurs, les partis ont essayé de trouver des moyens de jeter des ponts avec la société, par exemple, en facilitant l'inscription des nouveaux adhérents et, en Italie, en France, au Portugal et en Grèce,



en organisant des primaires ouvertes pour désigner leurs candidats à certaines élections.

UNE NOUVELLE CONJONCTURE

La crise financière et économique ouverte en 2008, qui marque une nouvelle métamorphose du capitalisme, a totalement rebattu les cartes⁷. Les politiques

Les clientèles traditionnelles de gauche ont été déboussolées par les proclamations et les décisions, quand ils étaient au pouvoir, des dirigeants de leurs partis. L'électorat ouvrier, par exemple, ne comprend pas que les politiques libérales-libertaires culturelles qui visent à satisfaire les classes moyennes et instruites éclipsent les thèmes économiques.

publiques des sociaux-démocrates et leur conceptualisation plus ou moins aboutie et élaborée de la Troisième voie, dont il faudra dresser un jour un bilan approfondi, ont obtenu des résultats et constituent, désormais, des acquis de

la gauche réformatrice. Elles ont aussi montré leurs limites⁸. Les clientèles traditionnelles de gauche ont été déboussolées par les proclamations et les décisions, quand ils étaient au pouvoir, des dirigeants de leurs partis. L'électorat ouvrier, par exemple, ne comprend pas que les politiques libérales-libertaires culturelles qui visent à satisfaire les classes moyennes et instruites éclipsent les thèmes économiques. Les politiques d'austérité ont, dans certains pays, provoqué la hausse du chômage, instauré de la précarité, creusé davantage les inégalités et fragilisé les plus faibles. Les espérances de régulation du capitalisme n'ont guère abouti. La gauche n'a pas réussi à inverser l'orientation économique dominante de l'Union européenne. L'Europe, que nombre de partis sociaux-démocrates ont érigé en référence identitaire, par substitution au socialisme dont ils étaient incapables de proposer désormais une définition, suscite l'indifférence des citoyens ou même son rejet, sans pourtant que cela débouche sur une remise en cause de l'euro pour ceux qui en bénéficient.

7. D. Cohen, A. Bergounioux (sous la direction de), *Le socialisme à l'épreuve du capitalisme*, Paris, Fayard, 2012.

8. Voir, par exemple, O. Cramme, P. Diamond (eds.), *After the Third Way. The future of Social Democracy in Europe*, Londres, L. B. Tauris, 2012.

La crise de la représentation politique, au niveau national, s'est considérablement aggravée avec, d'un côté, le rejet de la politique et des responsables politiques, mais, de l'autre, une requête accrue de participation démocratique. Les phénomènes migratoires, la crise des modèles d'intégration des immigrés, la poussée de l'islamisme radical ont provoqué un choc culturel à la fois créé et exploité par les populistes d'extrême droite, en plein essor, et une partie de la droite, plongeant la gauche dans l'embarras. La révolution numérique a modifié les façons de faire de la politique. La social-démocratie, qui avait connu un processus de convergence, se divise entre différentes sensibilités. La première affiche plus ou moins nettement son social-libéralisme. Dans la lignée de la Troisième voie, elle continue d'accorder la priorité à l'assainissement des comptes publiques et aux incitations à la croissance, par une politique de l'offre, tout en réalisant des réformes sociales et de société. Elle n'hésite pas à envisager de sortir de la tradition social-démocrate pour aller chasser vers d'autres terres. Matteo Renzi incarne cette tendance qui se situe délibérément au centre gauche. S'y opposent ceux qui entendent rester fidèles à la social-démocratie et qui, tout en reconnaissant la nécessité de

réduire la dette et le déficit publics, plaident pour une politique de la demande, avec une forte redistribution sociale. Enfin, la troisième tendance critique tout principe

La social-démocratie est confrontée à la montée en puissance d'une large mouvance de la gauche de la gauche qui la critique et adopte souvent des postures populistes. Cette gauche focalise l'attention.

d'austérité, fustige l'Europe et en appelle à une alternative globale. Cette dernière est présente dans les partis sociaux-démocrates. Mais aussi à l'extérieur.

En effet, la social-démocratie est confrontée à la montée en puissance d'une large mouvance de la gauche de la gauche qui la critique et adopte souvent des postures populistes. Cette gauche focalise l'attention. En vérité, elle constitue une vaste galaxie hétérogène dans laquelle se repèrent au moins deux grandes sensibilités, parfois clairement distinctes, ou bien rassemblées dans un même parti ou encore étroitement entremêlées. L'une traditionnelle, présente donc également dans les partis sociaux-démocrates, mobilise les références classiques de la gauche : elle prône une



politique étatique, la reprise d'une large redistribution sociale, la taxation des plus fortunés, mâtinée, le plus souvent, d'écologie et de la critique morale des méfaits du capitalisme qui témoigne d'une sorte de renouveau d'un christianisme social contemporain. Cette gauche-là, qui revêt d'innombrables nuances, d'un pays à l'autre, dues à la diversité des cultures et des histoires politiques nationales, est bien incarnée par Jeremy Corbyn. Elle forme une minorité dans la plupart des partis socialistes,

Les faiblesses de cette gauche de la gauche sont légion. Son poids électoral reste globalement fort limité, même si, dans certains pays, comme en France, il suffit à pénaliser la gauche réformatrice.

sociaux-démocrates et au PD italien. Elle existe de manière autonome avec Die Linke, en Allemagne, le Front de gauche, en France ou Unité populaire, en Grèce - une scission de Syriza. L'autre composante est plus « mouvementiste », à l'instar de Podemos, grand promoteur de la démocratie participative et qui refusait, au départ, de se positionner dans l'antagonisme gauche contre droite, préférant parler de l'opposition entre le peuple et « la caste », avant de modérer ses positions à l'approche du

scrutin législatif. Ces deux courants étaient plus ou moins présents dans Syriza, avant de se dissocier cet été. Ils coexistent en Italie, par exemple, dans *Sinistra Ecologia Libertà*, *Possibile*, un mouvement fondé par un ancien dirigeant du PD Beppe Civati, *Coesione sociale* initié par le syndicaliste, Maurizio Landini, et d'autres regroupements qui se forment, depuis quelque temps, à côté du PD. Jeremy Corbyn veut également être à l'écoute des aspirations d'une partie de la société, via internet.

Quoi qu'il en soit, cette mouvance de gauche semble avoir le vent en poupe. Plusieurs facteurs y contribuent, qu'elle instrumentalise aisément : l'austérité, avec les souffrances et les inégalités de toute nature qu'elle engendre, les peurs suscitées par la globalisation, le malaise démocratique de nombre de pays, le rejet des élites dirigeantes, la faillite actuelle de l'Union européenne, l'aspiration à un monde meilleur, la recherche du nouveau en politique, etc. Toutefois, les faiblesses de cette gauche de la gauche sont légion. Son poids électoral reste globalement fort limité, même si, dans certains pays, comme en France, il suffit à pénaliser la gauche réformatrice. Cette gauche de la gauche séduit sans conteste certaines fractions de la population, tels les salariés du

secteur public, les syndicalistes, les personnes dotées d'un haut niveau d'instruction voire les jeunes en situation de précarité, comme ce fut le cas lors des primaires du Labour ou lors de la victoire de Syriza, en janvier dernier ; en revanche, hormis de rares exceptions, elle n'attire guère les couches populaires et elle échoue souvent à canaliser leur protestation qui se dirige plutôt vers d'autres populismes, d'extrême droite généralement ou se situant ailleurs, à l'instar du Mouvement 5 étoiles, et qui défient considérablement les partis de gouvernement, dont ceux de gauche. En France, c'est le Front national qui est le premier parti ouvrier dans les urnes et il représente, par excellence, la force antisystème. D'un point de vue stratégique, la gauche de la gauche hésite entre un splendide isolement, au risque de devenir vite impuissante, et des alliances, afin de l'emporter, voire de gouverner, qui provoquent immédiatement des divisions dans ses rangs. La gauche de la gauche ne cesse de dénoncer les impasses de la politique de la zone euro et d'en appeler à une autre politique, mais sa crédibilité pour résoudre les problèmes économiques est quasi nulle, y compris chez les personnes qui lui manifestent de la sympathie comme en attestent nombre de sondages.

Enfin et surtout, elle a enregistré une défaite cinglante en Grèce où Alexis Tsipras s'est fracassé sur le mur du réel et a dû accepter, en juillet dernier, un accord avec l'Union européenne, en totale contradiction avec son programme initial. Cet échec a ouvert un débat, dont les effets sont dévastateurs pour elle et qui tourne autour d'une question cruciale : faut-il ou non rester dans la zone euro ? Pour certains, en sortir serait suicidaire, et il s'agit donc de lutter avec d'autres forces pour changer l'orientation de la zone euro. Telle est la position du Parti communiste français qui s'appuie sur un rapport très complet de quelques-uns de ses économistes. Pour d'autres, au contraire, renoncer à la monnaie unique est désormais envisageable, voire indispensable, comme l'a proclamé, par exemple, Stefano Fassina, un ancien responsable du Parti démocrate et ex-ministre du gouvernement d'Enrico Letta qui, le premier, en a appelé à créer des fronts nationaux de libération, une idée reprise en France par l'économiste, Jacques Sapir. Aussi, la gauche radicale se déchire-t-elle entre ceux qui continuent de soutenir Tsipras et ceux qui se rassemblent derrière ses opposants, en premier lieu Varoufakis, à l'instar du Parti de gauche de Jean-Luc Mélenchon. En dépit de cette double frac-



ture, à propos des alliances et de l'euro, qui la mine profondément, la gauche radicale insiste continûment sur la nécessité de retrouver les valeurs de la gauche et d'y rester fidèles. Or, cet argumentaire rencontre un large écho bien au-delà de ses rangs, jusque chez les gens se reconnaissant dans la gauche modérée. Il révèle un dilemme classique et profond de l'histoire de la gauche européenne qui a été bien mis en lumière et analysé pour la France par Alain Bergounioux et Gérard Grunberg, celui de son rapport tourmenté au pouvoir⁹. Y participer, exercer des responsabilités, gouverner et

D'autres clivages s'imposent, notamment celui, vertical, entre le peuple et les élites, et celui qui oppose les partisans d'une société ouverte à ceux et celles qui sont tentés par un grand repli sur le local, le régional ou le national.

donc choisir, est considéré comme risqué, voire sale et pervers. Mieux vaut alors rester dans la pureté de l'opposition. Le surgissement de cette gauche de la gauche soulève des questions de fond que la gauche réformatrice doit plus que

jamais affronter et résoudre concernant, par exemple, le modèle de croissance avec l'impérieuse nécessité de participer à un développement durable, la cohésion des sociétés, l'Europe, la démocratie, la forme partisane, son électorat. La difficulté, assez originale par rapport à l'Histoire, vient de ce que certaines de ces questions, et non des moindres, l'Europe, la politique économique, la cohésion des sociétés, en particulier dans leurs dimensions culturelles et identitaires, brouillent les fondements du clivage gauche-droite qui ne constitue plus tout à fait la *summa divisio* exclusive. D'autres clivages s'imposent, notamment celui, vertical, entre le peuple et les élites, et celui qui oppose les partisans d'une société ouverte à ceux et celles qui sont tentés par un grand repli sur le local, le régional ou le national. Ce qui laisse entrevoir de grandes recompositions politiques dont certaines, au demeurant, sont déjà en cours. C'est dire qu'il est temps pour les réformistes de s'engager dans une réflexion approfondie - et européenne -, au lieu de se contenter d'une gestion à la petite semaine et de se reposer sur les éventuelles prouesses communicatives de leurs leaders.

9. A. Bergounioux, G. Grunberg, *L'Ambition et le remords. Les socialistes français et le pouvoir 1905-2005*, Paris, Fayard, 2005.